

# PERSPECQUETIVE

26.07.2023

@laspecque

Mercredi

## Les amendements : entre clashes et difficultés



Eva EUSTACHE

C'était une longue journée qui attendait la commission INTA du Parlement européen.

Dans la nuit, le Président PATOURET (PPE) et le rapporteur MACHADO (S&D) ont dû prendre connaissance et trier deux cent vingt amendements déposés par les députés.

La séance a commencé ce matin avec une annonce, celle de la création d'une alliance « d'extrême centre », une alliance politique entre la GUE et ID dans la commission INTA.

Les réactions des groupes politiques ne se sont pas fait attendre. Le PPE renvoi les deux extrêmes dos à dos.

Le S&D quant à lui ne se dit pas inquiet de perdre un potentiel allié dans les votes. Convaincu que cette alliance n'est qu'un coup de com', il n'a aucun doute sur la capacité de la GUE à soutenir les propositions du rapporteur MACHADO.

Une fois ces échanges politico-politiques terminés, la commission a enfin pu commencer l'études des amendements. D'emblée, le Président PATOURET souligne la présence d'amendements d'obstruction sur les considérants du texte et retourne la tentative de blocage contre les députés en n'accordant que cinq minutes de débat pour étudier 20 amendements, soit environ cinq secondes de défense pour chaque amendement.

En outre, le travail de la commission a commencé à se corser lorsque le rapporteur MACHADO a présenté son package d'amendements visant à adopter en bloc une refonte du schéma des SPG. Deux principales mesures : la suppression du SPG et le renforcement des critères pour intégrer le SPG+.

Dès lors, le Commissaire DEFFOSES a indiqué son opposition à la suppression du SPG qui entrainerait « une perte de gradualité » dans le fonctionnement du SPG.

Lors des prises de parole, les groupes de la CRE au RE ont annoncé leur opposition à la suppression du SPG. Seuls les Verts et le groupe S&D soutenait la proposition du rapporteur.

Face à l'absence d'une perspective d'accord, les députés ont demandé une suspension de séance pour laisser le temps au rapporteur d'explicité plus clairement son projet.

Au retour de la suspension les députés ont rejeté le package d'amendements proposé par le rapporteur. Sauf nouvel accord, la commission devra voter un à un les deux cent amendements à étudier.

Malgré la déception du rapporteur et des groupes de gauche, ce résultat fut finalement un mal pour un bien qui a permis d'ouvrir une véritable discussion de fond sur le projet du rapporteur et les raisons qui font que les groupes de droite s'y opposent. C'est après une intervention de M. CARTON (S&D) qui a fait preuve de pédagogie en expliquant la position du rapporteur que la situation a pu se décanter.

Concrètement ne s'agirait pas pour le rapporteur de supprimer purement et simplement le SPG mais de refondre le SPG+ pour qu'il soit élargi.

Les pays éligibles pourront prétendre au SPG+ "niveau 0" (équivalent au SPG actuel). Les pays gagneront en avantages à mesure qu'ils s'engageront à respecter des normes sociales et environnementales jusqu'à arriver à un système très avantageux digne du SPG +.

Mais vers midi coup de théâtre lorsque le Commissaire DESFOSES ne revient pas après la suspension et décide de tenir, en direct, une conférence de presse au cours de laquelle il annonce envisager de retirer son texte si les débats continuent à s'enliser.

Le Commissaire espérait ainsi mettre la pression aux députés avec cette annonce surprise. Mais la réaction des députés fut tout autre.

Tous dénoncent un bluff et personne n'imagine une seconde le Commissaire capable de lâcher un texte d'une telle importance. D'autres députés vont même plus loin, soulignant l'incohérence de l'attitude du Commissaire qui « met de l'huile sur le feu » alors qu'un accord était en passe d'être trouvé.

Mais le déroulé de la journée va continuer d'être tout aussi rocambolesque puisqu'à la reprise de la séance, Mme ADNET se lève et prend la parole pour annoncer son intention de ne plus poursuivre les débats. Elle quitte la salle en vociférant et accompagnée de députés des Verts, d'ID et du PPE.

A l'heure où cet article est rédigé, les échanges informels sont toujours en cours et l'issue de ce texte est incertain.

Pour tout comprendre et revivre cette journée pleine de rebondissement, un reportage vous sera proposé dans la matinale de demain.

Hugo PEREIRA



Eva EUSTACHE

## AFET : la commission exemplaire... ou presque

Après la séance d'hier, il fallait espérer que la commission AFET réussisse à trouver un terrain d'entente, en particulier sur l'article 11 traitant du Conseil de sécurité de la PEV ou sur les communautés énergétiques locales, les partis étant très divisés sur le rapport. Cependant, il semblerait que cette première séance ait été un leurre car aujourd'hui, les différents groupes ont proposé de nombreux amendements, pour la plupart pertinents, comme c'est le cas de l'article 11 qui sera discuté en compromis entre tous les bords politiques. On notera le grand soutien du S&D, de la CRE et des Verts dans la plupart des amendements qui ont été votés que ce soient des propositions faites par la gauche ou par la droite. Mais on remarquera aussi un nombre conséquent d'amendements concernant la suppression des articles du rapport, soumis par le groupe ID, qui n'a fait qu'alourdir une commission qui ne l'était pas.

La plus grande surprise de cette journée reste du côté des groupes Renew Europe et PPE. Le premier a peiné à s'imposer dans les débats mais a réussi à convaincre avec des amendements pertinents, comme celui des communautés énergétiques locales qui a obtenu un grand soutien. En revanche, le deuxième groupe a énormément déçu la salle tant par son incohérence que par ses justifications. En effet, le PPE n'a pas été capable de tenir une ligne politique claire et précise dans cette séance, louant par exemple les droits humains dans une première proposition mais voulant les restreindre dans la proposition suivante. La proposition des PME dans la PEV était d'ailleurs considérée comme complètement hors sujet par la rapporteure, à se demander si les députés avaient réellement compris l'enjeu du texte.

Contrairement aux autres commissions, la commission AFET était généralement calme et hors des scandales. Tout s'est bousculé lorsque le SD a proposé une clause de parité, protégeant les femmes et les enfants lors de catastrophes. Les partis de droite, ID, CRE, PPE et une partie de Renew Europe, ont manifesté leur désaccord par trois votes, allongeant considérablement la prise de décision. Le S&D a donc pris la décision de faire un communiqué afin de témoigner leur indignation.

Il faut donc retenir de cette commission beaucoup de positif, les partis arrivant à trouver un point d'entente sur les amendements qu'ils proposent ainsi que sur les compromis qui sont prévus. Toutefois, il s'agirait pour certains (partis et députés) de définir le principe de cohérence dans une ligne politique, auquel cas l'assemblée plénière pourra rappeler les fragilités structurelles de certains partis politiques.

# Page de publicité lobbyiste



Qu'est-ce que le commerce équitable : c'est un système qui vise à défendre les valeurs de commerce durable, juste et équitable, à travers un partenariat d'échange, basé sur le dialogue, la transparence et le respect, tout en cherchant une plus grande équité internationale.

Ce système est déjà implanté dans de nombreux Etats à travers le monde. Ainsi, l'Organisation Mondiale du Commerce Équitable encourage tous les pays à respecter nos principes qui sont cruciaux afin de garantir un système économique mondial pérenne.

Nos principes sont au nombre de 10 :



Le respect de ces 10 principes est nécessaire pour garantir le respect des droits humains, la préservation de l'environnement et ainsi une économie durable. Ces principes sont des valeurs humanistes que toutes personnes devraient faire appliquer et respecter quel que soit son orientation politique.

## Interview de Mohamed AFKIR député de la GUE en LIBE

- **Est-ce que tu peux nous raconter ce qu'il se passe actuellement ?**

On a reçu le lobby du COPA-COGECA qui vient se présenter comme le lobby des agriculteurs, pour une agriculture bio, respectueuse de l'environnement etc. Vous allez me dire quel est le lien avec les roms et les gens du voyage ? Il est venu présenter son lobby et ses positions comme étant pour l'intégration des roms et des gens du voyage. Tout ce dont nous en avons décelé, nous, c'est une volonté de mettre en esclavage les roms et gens du voyage au profit des grandes entreprises de l'agroalimentaire.

Donc il parlait de les former aux métiers de l'agriculture etc. J'ai osé m'offusquer et mettre en évidence les liens entre la COPA-COGECA et Coca-Cola, Monsanto, Bayer...

Je n'ai pas eu le droit à une réponse, et la présidente de la commission m'a coupé la parole, m'a interrompue, ne m'a pas laissé répondre au lobbyiste et m'a suspendue pendant une heure. Donc je ne peux même plus intervenir et défendre nos positions et nos amendements.

Je trouve cela scandaleux, c'est une attaque et une volonté de nous ostraciser comme d'habitude. Là, je sens qu'on franchit un parti-pris de la Présidente qui est une élue S&D (en anglais), S&D (en français) pour les extrêmes de l'Article 63 du RIPES.

- **Penses-tu que ta remarque vaut pour tout votre groupe, que le groupe est exclu par ton exclusion ?**

Oui, il y a une volonté de faire taire la gauche. Excusez-nous de mettre en évidence les liens d'un lobby avec Coca-Cola, c'est la moindre des choses. On est les élus du peuple, on est là pour défendre les travailleurs européens et leur santé, et la planète parce que ces entreprises là commettent des écocides partout. Ils sont responsables de la situation dans laquelle on se trouve. Il fait 48 degrés en Espagne et on n'en parle pas.

- **Est-ce qu'ils n'ont pas non plus trouvé évident le lien entre les entreprises genre Coca-Cola auxquelles sont rattachées la COPA-COGECA et le sujet des roms et gens du voyage ?**

Cela m'a surpris justement, je pensais que c'était la Croix-Rouge, une organisation pareille, mais non. En fait, il est venu pour dire "Oui, il faut intégrer les roms et gens du voyage, il faut leur donner du travail etc.". Mais nous, ce qu'on en décèle, c'est une volonté de les faire travailler dans des emplois sous-payés. C'est un peu le même monde, ces lobbys, ces entreprises... Quand on voit ce qu'ils font subir, par exemple, aux travailleurs saisonniers en Espagne, c'est le minimum pour nous que de nous offusquer.

# Communiqué

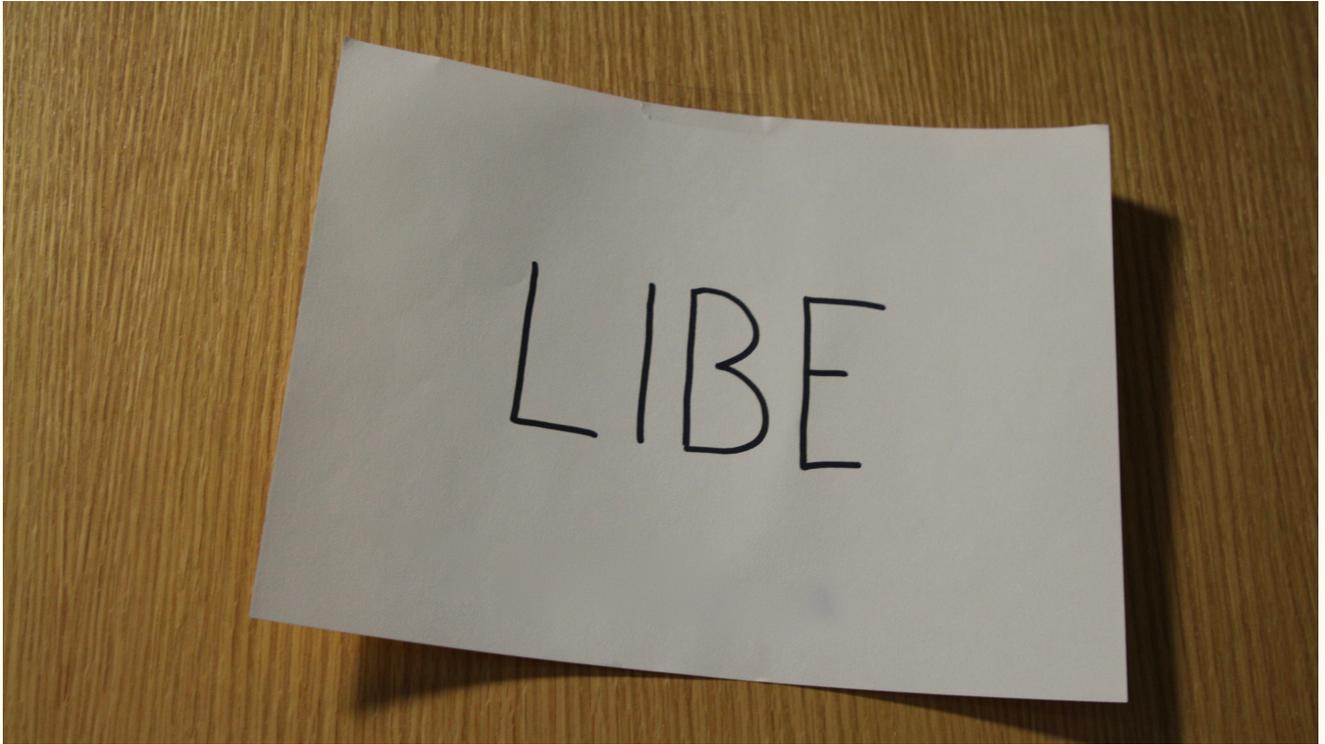


Eva EUSTACHE

Après Mr. Mao Zedong, avec sa statue de 32 mètres, Saddam Hussein avec sa fameuse statue détruite suite à l'invasion de l'Irak, et Jean-Bédel Bokassa, s'étant faite couronné empereur de Centrafrique en 1976 dans une cérémonie ayant coûté 97 millions de \$, le chef de groupe PPE, Mr. Le Député Debande souhaite nous proposer la version 'AliBaba' de ces belles initiatives au sein de notre chère union. En effet, durant la session du matin le 26 Juillet 2023, la majorité des membres de la Commission parlementaire LIBE découvrirent à la surprise général, sur leurs fiche d'amendement sur la résolution sur la proposition de communication relative à l'harmonisation des mesures l'accueil et d'intégration des populations Roms et gens du voyage, un amendement intéressant, proposé par un député européen du groupe EPP. Celui-ci 'exige que les Etats membres érigent des statues à l'effigie du Chef de Groupe PPE, Julien Debande, au centre des aires d'accueil des Roms et des gens du voyage'.

Dans ce communiqué, les députés S&D de la Commission LIBE souhaitent faire part de leurs préoccupations. Les dérives autoritaires du Chef du groupe PPE inquiètent et sont jugées inacceptables par le reste des groupes.

# Communiqué



Aujourd'hui, la droite a trahi la cause féminine. Après avoir tourné le dos à de nombreux fondements des droits humains, l'ensemble de la CRE, ID, PPE et une partie de RENEW EUROPE ont bloqué l'amendement proposé par S&D en Commission AFET concernant la protection des femmes et des enfants lors des catastrophes. Suite à un vote extrêmement serré, ces députés ont bruyamment célébré le piétinement des droits des femmes et des enfants, en parfaite illustration de "La Jungle" décrite par Josep Borell dans sa description de l'attitude censée n'exister qu'en dehors de l'UE.

Incapable d'admettre la réalité, le groupe ID s'est résigné à employer des arguments réactionnaires de l'ordre de l'équivalent sexiste de "All lives matter".

Que dirait Simone Veil voyant l'absence d'humanité de ses héritiers au PPE ?

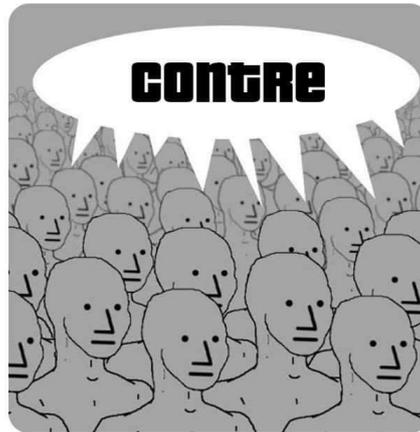
Le groupe S&D déplore les manifestations narquoises et la joie décomplexée exprimées lors du sabotage de cet amendement.

## MEMES DU JOUR



↓  
<3

La droite quand on leur propose d'inciter les pays à respecter les droits humains et l'environnement :



La commission INTA : \*doit examiner 220 amendements\*  
Aussi la commission INTA :



**Rendez-vous tous les matins à 8h15 en direct sur  
la chaîne *Twitch* de la SPECQUE**



Eva EUSTACHE

**Retrouvez les  
actualités, les  
interviews et  
l'emploi du temps  
avec notre  
matinale**



*Suivez les réseaux sociaux de la SPECQUE : Instagram, Twitter, LinkedIn,  
Youtube & Facebook*